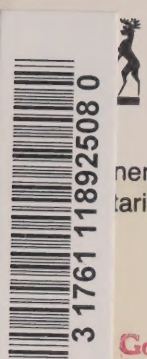


ONTARIO. Legislative



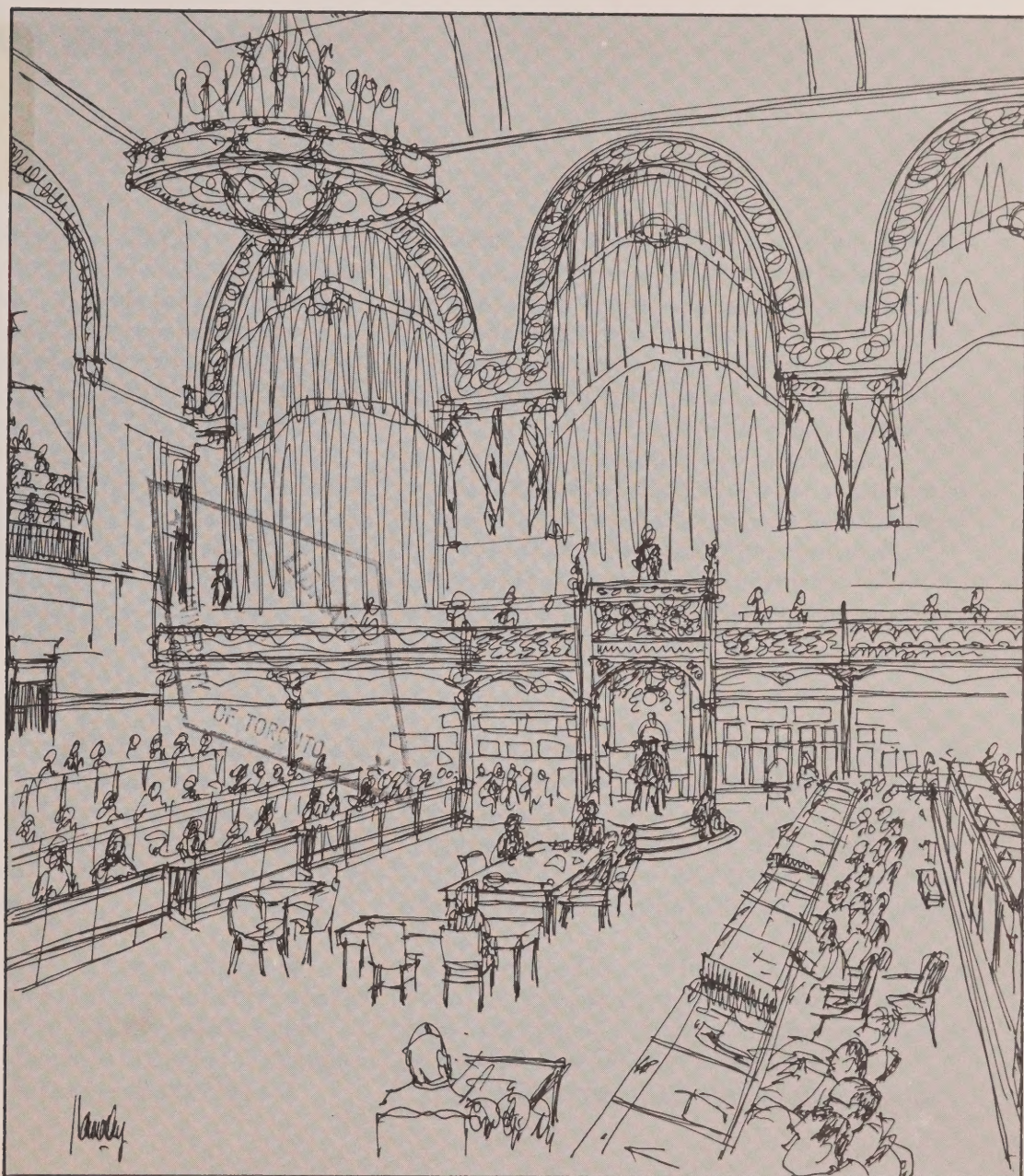
3 1761 11892508 0

nement
tario

Government
Publications

CA20N
X 8
-P 23

Des idées aux lois





Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118925080>

Des idées aux lois

*Ontario . . . Législature . . . Queen's Park . . .
Gouvernement . . . autant de mots que vous entendez
presque tous les jours . . . mais que signifient-ils
exactement pour vous? Savez-vous comment
fonctionne le gouvernement de l'Ontario? Ou encore
pourquoi nous avons choisi cette forme de
gouvernement? Savez-vous qui est votre député
provincial et les fonctions qu'il ou elle est censé (e)
remplir? Ou bien comment un projet de loi que soumet
votre député au Parlement provincial peut devenir une
loi touchant l'existence de chacun de nous? Voici un
sujet qui revêt autant d'intérêt que d'importance et
avec lequel chaque citoyen de l'Ontario doit se
familiariser.*

D'abord . . .

En 1867, année où le Canada vit le jour, nous avions une forme de gouvernement dont le caractère était unique de par le monde. En effet, nous faisions alors partie du Commonwealth britannique et notre chef d'Etat n'était autre que le Monarque britannique . . . nous étions donc une monarchie.

Mais il existait alors de fortes disparités régionales au sein des provinces qui formaient le Dominion du Canada. Ces disparités étaient telles que chaque province cherchait à s'assurer certains pouvoirs et responsabilités. C'est

pourquoi nous avons adopté une forme fédérale de gouvernement où les pouvoirs étaient partagés entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux.

Nous avons surnommé nos unités de gouvernement local, "provinces" en les investissant du droit de légiférer sur tout ce qui avait trait aux hôpitaux, aux prisons, aux institutions municipales, aux travaux publics, à la propriété et aux droits civils, à l'éducation, à l'agriculture et à certains autres domaines. Il s'agissait là de questions concernant essentiellement les provinces, et sans importance excessive en 1867.

. . . et puis

Les Pères de la Confédération ne s'étaient pas rendu compte alors de la grande importance que revêtiraient cent ans plus tard les questions "locales" dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social, ou encore le rôle vital que les grandes villes seraient appelées à jouer.

Les provinces ont su faire face à cette gageure et elles ont réussi à remplir les rôles les plus importants au sein de la Confédération avec on ne peut plus de fierté et d'initiative.

L'Ontario compte aujourd'hui plus de sept

millions d'habitants, soit un tiers de la population du Canada. Nous requérons des services qui nous coûtent, à nous tous les contribuables, plus de six milliards de dollars par an et nécessitent un personnel de près de 90 000 hommes et femmes.

Nous employons des agents de police et des cartographes (nous n'avons pas encore découvert tous les lacs de la province mais en avons dressé la carte de presque un quart de millions). Nous avons des préposés à la répartition des logements subventionnés et des programmeurs qui nous aident à préparer les statistiques de développement régional.

Il y a aussi ceux qui sont chargés de préserver l'habitat de nos originaux et d'autres dont les responsabilités consistent à promouvoir l'écoulement des produits de notre industrie à l'étranger; ceux qui aident à la réadaptation des toxicomanes ainsi qu'un chef du protocole chargé, entre autres, d'organiser les dîners officiels et de veiller à l'ordre de préséance des drapeaux lors des visites chez nous de chefs d'Etat étrangers.

Au cours des ans, les Ontariens ont indiqué qu'ils désiraient ces programmes et services et qu'ils étaient prêts à en supporter le coût, même s'ils n'ont besoin que d'une infime partie de cette masse complexe d'activités publiques dont parfois ils ignorent même l'existence.

Et chacun de ces innombrables programmes et services dont nous bénéficions actuellement en Ontario a suivi toutes les étapes d'une vénérable tradition: celle d'être étudié à l'Assemblée et éventuellement approuvé par les représentants

du peuple avant d'être sanctionné par les représentants de la Reine.

Le Parlement de la province de l'Ontario consiste en un lieutenant-gouverneur, qui est le représentant de la Reine et qui exerce par conséquent le pouvoir exécutif officiel dans la province, et en l'Assemblée législative qui est formée des représentants élus du peuple.

L'Assemblée législative

Une des fonctions principales de l'Assemblée législative est de débattre et de critiquer les mesures proposées par le Cabinet afin de s'assurer que ces mesures sont ce que les Ontariens désirent réellement.

Le deuxième rôle important de l'Assemblée est d'autoriser la levée de fonds auprès des citoyens de l'Ontario dans le but de financer les programmes qu'ils ont approuvés par l'entremise de leurs représentants.

L'Assemblée qu'on appelle d'ordinaire la Chambre, est formée d'hommes et de femmes élus par les résidents des diverses agglomérations pour les représenter à Queen's Park. Une fois élus, ils deviennent membres du Parlement provincial et sont connus sous le nom de députés provinciaux.

Votre député provincial

La meilleure manière de décrire les fonctions de votre député provincial est de dire qu'il est appelé à "communiquer" de plusieurs façons.

Tout d'abord, il informe la communauté — que l'on appelle d'habitude une circonscription

électorale ou comté — des nouveaux programmes et des nouvelles politiques adoptés par le gouvernement.

Ensuite, il s'efforce, surtout s'il est membre de l'Opposition, de suggérer d'autres programmes et il critique le gouvernement pour l'insuffisance de ses efforts ou ses échecs.

Troisièmement, il est constamment en relation étroite avec les électeurs s'informant continuellement de leurs besoins et recueillant leurs suggestions qu'en sa qualité de représentant de la communauté il communique ensuite au gouvernement soit dans les réunions du caucus, ou de comités, soit à la Chambre même.

Quatrièmement, il s'efforce souvent, quand un de ses électeurs a des difficultés avec un service gouvernemental, d'intervenir et d'essayer de résoudre le malentendu.

Le député provincial remplit plusieurs autres fonctions en plus de son rôle de représentant communautaire.

Partis politiques

Les députés provinciaux appartiennent d'habitude à des partis politiques et ils présentent leur candidature au Parlement sur la base des lignes de conduite préconisées par leur parti. Les membres élus de chaque parti forment le caucus du parti en question.

Le mot "Caucus" tire son origine du terme algonquin qui veut dire conseiller. Le lieutenant-gouverneur fait appel au chef du parti qui possède le plus de sièges à la Chambre

pour qu'il forme le gouvernement. Celui-ci devient le Premier ministre de la province et procède au choix de ses collègues parmi les députés provinciaux élus au sein de son parti. Ces députés provinciaux formeront le Cabinet.

Le parti qui vient en second lieu quant au nombre de ses sièges à la Chambre est appelé l'Opposition officielle tandis que l'ensemble de tous les partis de l'opposition à la Chambre forme l'Opposition loyale de Sa Majesté. Tous les partis de l'opposition remplissent un certain nombre de fonctions, y compris celle de proposer de nouvelles lois et d'examiner les dépenses gouvernementales. Mais en ce qui concerne la législation, leur fonction principale consiste à critiquer d'une façon constructive. C'est justement dans ce rôle que les partis de l'Opposition veillent à ce que les politiques et activités gouvernementales soient portées à la connaissance du grand public et fassent l'objet de débats complets et ouverts.

Le Cabinet

Bien que la Reine soit le chef nominal de la province, c'est le gouvernement provincial qui détient le pouvoir exécutif et plus spécifiquement le Cabinet (dont le nom correct, utilisé dans les documents et comptes rendus officiels est le Conseil exécutif).

L'Assemblée législative est dirigée par le Premier ministre et son Cabinet. Un ministre, membre du Cabinet, est généralement responsable d'un département gouvernemental ou ministère. Un ministère est composé de

fonctionnaires employés par les résidents de l'Ontario dont la tâche est d'administrer tous les programmes et services relevant du ministre dont ils dépendent.

Le ministre soumet à la Chambre des rapports concernant les fonctions de son ministère et demande à la Chambre de lui octroyer des fonds afin que le ministère soit en mesure de continuer son travail et de lancer de nouveaux programmes. Le ministre doit en outre répondre aux questions et aux critiques touchant son ministère.

Le Premier ministre et son Cabinet sont en droit d'élaborer la structure des ministères de la façon qui, à leur avis, sera la plus efficace. Il se peut qu'il y ait un ou cent ministères, mais le Cabinet optera d'habitude pour le minimum de ministères nécessaires à la bonne marche du travail à accomplir.

En Ontario, la structure des ministères gouvernementaux reflète l'importance qu'attache le Cabinet à une méthode efficace et coordonnée d'élaborer les politiques à adopter.

Pour la plupart, les ministères sont groupés en secteurs d'intérêts appelés "secteurs politiques" afin que les ministères en question puissent avec leur personnel respectif, échanger plus aisément leurs vues sur certains problèmes mutuels et en arriver ensemble à la meilleure solution.

Le travail dans chaque "secteur politique" est coordonné par un secrétaire de la province qui est un ministre et membre du Cabinet. Chaque ministère du secteur politique est dirigé par un ministre responsable de son administration et travaillant avec ses collègues du secteur

politique dans le but d'élaborer des politiques.

De plus, il se peut qu'il y ait des ministres sans portefeuille qui soient membres à part entière du Cabinet mais qui ne soient responsables d'aucun ministère particulier.

Le président de l'Assemblée

À la première session de chaque Parlement, avant le Discours du Trône, le représentant de Sa Majesté indique qu'il (ou elle) ne désire pas s'entretenir plus longtemps avec les membres de l'Assemblée avant qu'ils n'aient désigné une personne devant agir comme leur porte-parole et présider aux délibérations de la Chambre.

Ce porte-parole, qui répond au titre d'orateur ou de président de l'Assemblée, est élu parmi les membres pour toute la durée du Parlement ou jusqu'à sa démission.

Il préside aux délibérations de la Chambre et la représente dans toutes les fonctions publiques. Au cas où le président doit s'absenter, ou s'il désire quitter son poste pour quelque temps, il fait appel au président suppléant qui est aussi président du Comité plénier, et celui-ci agit à sa place.

Le président ne participe à aucun des débats de la Chambre et il ne vote pas sauf en cas d'impasse.

C'est le président qui décide sur la façon correcte de mener les débats et autres questions à la Chambre et il est responsable du maintien de l'ordre. Président de l'Assemblée et porte-parole de la Chambre, il jouit du respect de tous. Aucun membre ne reste debout ni ne

parle pendant que le président s'adresse à la Chambre.

Période de questions et réponses

L'ordre du jour de la Chambre prévoit chaque jour une période au cours de laquelle les membres de la Chambre peuvent poser des questions aux ministres de la Couronne.

Les membres de toute la Chambre, mais particulièrement l'Opposition, peuvent poser de vive voix des questions d'intérêt général. Les ministres répondent aux questions, à leur gré, soit pour donner des renseignements à ceux qui les posent soit pour expliquer le bien-fondé d'une position prise par le ministère.

C'est sans doute au cours de la période des questions et réponses que le grand public peut le mieux se rendre compte du caractère responsable de son gouvernement.

Les représentants de l'électorat peuvent aussi poser des questions aux ministres de Sa Majesté, et le gouvernement peut ainsi avoir l'occasion d'expliquer sa position à la Chambre et, indirectement, au public.

Comment une loi est promulguée

Les projets de lois, ou bills, présentés à la Chambre se classent en deux catégories: les bills d'intérêt privé et les bills d'intérêt public. Les bills d'intérêt privé proposent une législation visant à redresser une situation spéciale touchant une personne, une société ou une communauté donnée, et ils sont déposés

par un membre à la suite de pétitions soumises par les parties en cause.

D'autre part, les bills d'intérêt public concernent des questions d'intérêt général. Chaque membre peut individuellement présenter à l'Assemblée législative un bill d'intérêt privé pourvu que la législation proposée n'exige pas le versement de fonds publics. Une heure par semaine est réservée à ces projets de lois.

D'habitude cependant, un ministre soumet des propositions de lois à la Chambre et celle-ci consacre la plus grande partie de son temps à l'étude de ces projets de lois qu'on appelle bills gouvernementaux.

Adoption d'un bill gouvernemental

Un ministre a soudain une bonne idée. Ce peut être une idée originale, mais elle peut provenir aussi d'une politique de son parti, d'un membre de son parti, d'un membre de l'opposition, d'un membre de son personnel, d'un expert venant de l'extérieur ou d'une lettre écrite par un citoyen.

L'idée est transmise aux hauts fonctionnaires du ministère. Ils l'analysent et l'évaluent: est-elle réalisable? De combien de façons différentes peut-on procéder? Quelle est la meilleure?

Avec l'aide du ministère, l'idée donne naissance à un projet de loi et elle est préparée pour l'Assemblée législative par un conseiller parlementaire, c'est-à-dire l'un des avocats qui se spécialisent dans la rédaction de documents

de cette nature. Ce service est offert à tous les membres de la chambre et aux ministères.

Ensuite, le ministre transmet la proposition à plusieurs comités. Le premier est le comité des secteurs politiques qui se compose de ministres dont les champs d'activité se rattachent aux questions concernant la justice, les affaires sociales ou le développement des ressources.

Ils comparent alors la proposition avec d'autres propositions provenant de leurs ministères. Cette proposition s'adaptera-t-elle aux programmes déjà existants? S'agit-il d'une idée si nouvelle qu'il faille lui consacrer une considération toute spéciale?

Elle parvient ensuite au Conseil sur les politiques et les priorités et au Conseil des politiques administratives où d'autres ministres l'étudient également. Quel en sera le coût? Dans quelle mesure est-elle importante?

Maintenant l'idée qui a probablement subi des changements depuis son départ, et qui est certainement beaucoup plus claire est soumise à tout le Cabinet. Elle doit à ce stade répondre aux critères suivants: Est-elle opportune sur le plan politique? Quand devrait-elle être déposée? Quelles seront les réactions du public?

Si le Cabinet en est satisfait, la proposition est transmise au caucus gouvernemental.

Un débat s'ensuit. Chaque membre du caucus peut maintenant faire des commentaires ou suggérer des changements. On peut décider de mettre la question aux voix, mais cette procédure est plutôt rare. Si la majorité l'approuve, l'idée devient un projet de loi prêt à être soumis à l'Assemblée législative.

L'idée a fait beaucoup de chemin. A n'importe quel moment pendant l'examen des comités, elle aurait pu être renvoyée à son auteur pour révision. Le processus prend souvent des mois.

Mais même maintenant, poli et retravaillé, le bill doit passer la plus importante épreuve de toutes: le processus démocratique.

Première lecture

Le texte de loi est soumis à la Chambre par une motion de première lecture. A ce stade, il n'y a pas de débats.

Après approbation de la motion, le greffier de la Chambre donne un numéro au projet de loi qui est alors lu par l'un des greffiers.

Le motionnaire a le droit de faire une brève déclaration quant aux buts visés par le projet de loi après sa première lecture. Le bill est ensuite imprimé et distribué à tous les membres.

Deuxième lecture

Il se passe généralement quelques jours avant que l'Assemblée ne s'occupe de nouveau du projet de loi.

Au moment approprié, le membre qui le présente propose qu'il soit lu une deuxième fois et c'est alors que peut commencer un débat sur les principes qu'il contient.

Chaque membre, à l'exception de l'auteur de la motion, est en droit de prendre une seule fois la parole. Avant la conclusion de tout débat sur une mesure gouvernementale, celui qui soumet le projet de loi peut répondre à certaines

questions soulevées au cours des délibérations s'il le juge opportun.

C'est alors que le président demande si le projet de loi doit être lu une deuxième fois?

Un vote par acclamation s'ensuit généralement, et s'il y a une forte opposition, un vote par appel nominatif au cours duquel les "oui" et les "non" sont comptés. Les sonneries d'appel résonnent alors à l'intention de tous les membres absents de la Chambre.

On pose de nouveau la question et chaque membre indique alors s'il appuie les principes généraux contenus dans le projet de loi ou s'il s'y oppose.

Si la motion est approuvée, le bill est lu pour la deuxième fois.

Examen par le Comité

Le président demande à la Chambre si elle désire que le projet de loi soit lu une troisième fois.

Si un membre quelconque s'y oppose, le projet de loi est alors soumis pour un examen minutieux au Comité choisi par son promoteur. Ce peut être un Comité permanent ou bien le Comité plénier.

Un Comité permanent est l'un des groupes restreints de membres établis au début de chaque session de la Législature (pour s'occuper de questions telles que l'administration de la justice, les ressources naturelles, etc.).

Chaque clause du projet de loi peut être étudiée et amendée par le Comité, mais on ne peut apporter aucun changement au principe du

projet de loi qui a déjà été approuvé par la Chambre.

Les Comités permanents peuvent, s'ils le désirent, s'entretenir avec des membres du public aussi bien que poser des questions au ministre et aux fonctionnaires concernés.

Lorsque le Comité permanent fait son rapport au président de la Chambre, le projet de loi peut alors être préparé en vue d'une troisième lecture ou transmis au Comité plénier.

Ce Comité se compose de tous les membres de l'Assemblée législative.

Le débat est présidé par le président du Comité plénier. Etant donné que le président ne se trouve pas à la Chambre durant le débat, et que l'atmosphère qui y règne est moins officielle, on met la Masse qui se trouvait sur la table du greffier, sous la table.

Au cours de l'examen d'un projet de loi par le Comité plénier, les membres peuvent prendre plus d'une fois la parole, et le promoteur du bill est en droit de répondre à chacun des membres durant le débat.

Après que le projet de loi a été examiné et éventuellement amendé par le Comité, il est retourné à l'Assemblée législative avec un rapport du président du Comité adressé à la Chambre. Il est alors prêt pour une troisième lecture.

Troisième lecture

Vu que les principes du projet de loi ont déjà été approuvés et qu'on a pu en examiner le contenu

minutieusement, il n'y a aucune raison d'entreprendre de nouveaux débats.

La motion de troisième lecture se fait donc d'habitude sans débats, mais on permet toutefois de brèves explications en cas d'opposition persistante.

Après approbation de la motion de troisième lecture, le bill est lu pour la troisième et dernière fois par le greffier et le président indique que le projet de loi a été approuvé par la Chambre.

Dernière étape

La dernière étape avant que le projet de loi ne devienne loi est marquée par tout un cérémonial, mais un cérémonial plein de gravité.

De temps à autre, au cours de la session, le représentant de la Souveraine, le lieutenant-gouverneur, entre dans la Chambre pour donner la sanction royale aux projets de lois que l'Assemblée vient d'approuver.

Le président s'adresse, au nom de l'Assemblée, au lieutenant-gouverneur et demande que les projets de lois qui ont été approuvés soient promulgués comme lois.

Les titres des projets de lois sont indiqués par le greffier adjoint et la sanction royale est prononcée par le greffier de la Chambre au nom du lieutenant-gouverneur.

Les projets de lois en question sont devenus actes et ont désormais force de loi.

Le processus est maintenant terminé. Une idée a été analysée, essayée et développée. Les représentants élus du peuple ont eu la possibilité de la débattre, de la critiquer et de

l'amender. Ils en ont parlé pendant des semaines et peut-être des mois à la Chambre et dans leurs circonscriptions.

Ils l'ont, finalement, présentée au lieutenant-gouverneur pour obtenir la sanction royale.

Une idée est devenue loi. Mais les idées et les besoins n'ont pas de fin, et le cycle se poursuivra quotidiennement, aussi longtemps que la Chambre sera en session. Certaines idées seront acceptées, d'autres refusées. Mais les efforts visant à trouver des solutions et à élaborer des programmes aptes à répondre à nos besoins, n'auront jamais de fin.

Nous avons parcouru bien du chemin depuis 1867. Les gouvernements ont changé. Les représentants de Sa Majesté ont changé. Les ministères ont changé. Et nous avons eu à faire face à des problèmes que les Pères de la Confédération ne pouvaient même pas imaginer. Mais notre forme de gouvernement s'est avérée aussi souple que dynamique, et nous sommes en droit d'en être aussi fiers aujourd'hui que les Pères de la Confédération l'étaient il y a plus de cent ans.

Publié par le bureau
de l'Assemblée législative
Imprimé par
l'imprimeur de la Reine en Ontario.